

Chers camarades, A l'appel de neuf organisations, nous manifestons sur des bases communes, nous avons décidé

- 1- De déposer une lettre dans la boîte du député Mignola – la lire
- 2- Ce mardi 9 avril et mercredi 10 avril, nos organisations ont, en commun, diffusé le tract et fait signer les cartes postales
- 3- Nous nous adressons aux maires des communes afin qu'ils fassent voter une délibération à leur conseil municipal pour soutenir les retraités
- 4- Le lundi 5 mai nous avons rendez vous avec TyphanieDegois dont nous exigerons des réponses sur nos revendications
- 5- Le mercredi 15 mai, 17h30, salle de la Grenette, les organisations présentes ici tiendront une réunion à laquelle seront invités les actifs

Je rappellerai que : « *les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent* » alors il nous reste une tâche : démonter les mensonges de ce gouvernement, car nous ne faisons pas partie de ceux qui croient aux promesses ! Souvenons-nous, la promesse de Macron « *je ne toucherai pas aux retraités* » !

Le gouvernement poursuit donc la vaste entreprise de démolition de notre modèle social basé sur la solidarité - la vraie - entre les générations et les professions. Macron, appelons-le « **monsieur moins** » moins de fonctionnaires, moins d'hôpitaux, moins de garanties, moins de **protection sociale, moins de retraites**

Une fois de plus, l'OCDE vient de dicter ses ordres à Monsieur Moins « **Les dépenses de retraite sont un poste important qui demandera de nouvelles mesures pour relever l'âge effectif de départ du monde du travail** » actuellement 62 ans et 7 mois .

Précédée par l'Union européenne (20.11.1999 : « **Notre premier objectif est de réduire le poids que représente les pensions, l'une des idées qui est déjà examinée avec intérêt est le relèvement de l'âge de la retraite** »

Souvenons-nous également des injonctions de Denis Kessler, en 2007, alors président du MEDEF « **Notre modèle est le produit du Conseil de la Résistance, il est temps de le réformer. Simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Sortir de 1945 et défaire le programme du CNR !** »

Alors ce gouvernement détricote tout, quelques exemples : **l'âge de départ à la retraite** de la réforme Delevoye c'est la valeur du point à la sortie, fixée par le gouvernement, en fonction de la situation économique du pays ! Alors mes chers camarades, ce sera 65 ? 67 ? 70 ? comme en Suède où cette réforme a fait reculer l'âge de la retraite de 61 ans à 67 ans !

La pension de réversion... faire du splitting, c'est-à-dire le partage, si monsieur gagne 4000 € et madame 2000 €, on garantirait la moitié 3000€, si c'est madame qui meurt 0€ pour le conjoint ! il va nous falloir tirer au sort qui devra mourir... celui qui gagne le plus !

Nous sommes là, aujourd'hui car nous refusons cette politique : une chute sans précédent du pouvoir d'achat des retraités, moins 20% en 15 ans, un véritable racket pour viser une ponction de 7 milliards d'économie sur notre dos en 2 ans.

Nos anciens ont gagné la retraite par répartition fondée sur le salaire différé !

Nos anciens ont gagné la pension de réversion !

Nos anciens ont gagné la Sécurité sociale qui a permis l'allongement de la durée de vie !

Comment pourrions-nous accepter de subir ce démantèlement sans réagir. Nous avons des enfants, des petits enfants, va-t-on leur laisser un monde sans droits !

Gouverner grâce aux mensonges ! depuis toujours nous combattons pour que nos pensions soient de **nouveau indexées sur les salaires** ! Alors M.Guerini vient de découvrir les mérites d'une telle revendication en proposant une indexation différenciée pour les « *petites retraites* ». Ce qui serait une rupture dans les modalités de calcul de la répartition. La retraite n'est pas une prestation d'assistance mais un droit dont le montant résulte de la carrière et des cotisations versées !

Le Haut commissaire aux retraites vient lui aussi de découvrir les mérites de l'indexation sur les salaires en proposant d'indexer les futures pensions sur le salaire ! Un piège car il explique aussitôt que le coefficient à la liquidation servi par le système serait réduit en conséquence !

Quant aux EHPAD, nous avons tout à craindre ! Malgré les 175 propositions du rapport Libaut, il est à craindre une privatisation rapide des EHPAD, en hausse de 25% en 2016. Lorsque le Préfet de Savoie dit qu'il veut « *faire appel à une candidature pour choisir le meilleur avenir, avec des propositions innovantes pour St Baldoph* »... Nous avons tout à craindre. Ecoutons les propos de JeanArcelin qui a dirigé deux EHPAD privés « *je devais dégager 15% de bénéfice net, c'est un niveau de rentabilité très élevé comparable aux industries de luxe. Sauf qu'en EHPAD pas de possibilité d'augmenter le chiffre d'affaires, la seule façon de gagner de l'argent c'est de réduire sans cesse les dépenses, on fait des économies sur tout : sur le personnel, la nourriture, des fournitures...ce sont des situations de maltraitance au quotidien* ». Jusque aux associations d'aide à domicile... qui attirent des concurrents redoutables pour les privatiser !

Et comment financer les 175 mesures libaut? Une journée de solidarité de plus ? augmenter la CASA à 1% (caisse additionnelle de solidarité) ? pérenniser la CRDS (contribution à la dette sociale) ? mobiliser les bénévoles de tout âge, notamment les jeunes en service national universel ? Allonger la durée de cotisation donc reculer l'âge de la retraite ?

Pour nous ce sera prise en charge du financement de la perte d'autonomie, suite du vieillissement, par la sécurité sociale !

De jolis mots : universel, système de retraite universel ! service national universel ! Ecole de la Confiance ! facteur d'avenir ! et au bout du bout le développement de la pauvreté et de la précarité pour les retraités comme pour les actifs ...alors pour nous ce sera non, non et encore non

Résistons, revendiquons, reconquérons !

Pas de retraite à points ! Augmentation du pouvoir d'achat des retraités !